

KAYIGEMA ANICET

**LE VILLAGE ET LE POLE RURAL DE DÉVELOPPEMENT
OU L'IMPÉRATIF DE RESTRUCTURATION DU TERRITOIRE
AU RWANDA**

**LA REHABILITATION EN COURS DES VILLAGES
RUKUMBERI ET RILIMA
DANS LA REGION DU BUGESERA.**

MÉMOIRE DE THESE

PRESENTS A

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT

SOUS LA DIRECTION DU PROFESSEUR

Isabelle MILBERT

COMMISSION DU JURY

Juin 1996.

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à mon professeur , Madame Isabelle MILBERT qui, grâce à sa grande patience , sa grande disponibilité , ses nombreux conseils et ses suggestions, m'a aidé à réaliser ce travail et surtout à préciser progressivement le thème de ma recherche.

Je voudrais associer à mes remerciements les professeurs de l'IUED, en particulier Christian COMELIAU , de même que toutes les personnes qui, d'une façon ou d'autre, m'ont aidé dans ce travail.

O. PREAMBULE

Tous les rapports des agences internationales, tous les travaux de recherche sur le Rwanda commencent pratiquement tous par les mêmes termes: " Le Rwanda est un petit pays enclavé de 26.338 km² avec une population de plus de 7 millions d'habitants".

Bien que laconique, cette phrase est lourde de sens. Elle veut signifier que la superficie est inextensible, mais que par contre, elle subit une pression démographique toujours croissante; ainsi y trouve-t-on résumés les grands enjeux d'aujourd'hui et de demain: le Rwanda doit apprendre à mieux gérer son territoire, sinon il court à la catastrophe.

Etait-ce la catastrophe attendue, toujours est-il que le Rwanda vient de vivre une des guerres civiles les plus meurtrières et un des génocides les plus implacables de l'histoire de l'humanité.

La nature de cette tragédie, où c'est le voisin qui a "géré" le voisin au gourdin clouté ou à la machette", montre qu'au delà des explications mises en avant par les médias qui ont insisté sur les haines ataviques et séculaires entre les deux ethnies du pays, les raisons qui ont poussé au meurtre sont aussi économiques, sur fond de cupidité et de convoitise des biens du voisin, de sa maison, de sa propriété.

Ceci explique peut être pourquoi comparées au nombre incroyable de morts, les destructions physiques n'ont pas été aussi importantes. Justement parce que le meurtre du voisin signifiait une parcelle de disponible immédiatement que l'on pouvait s'approprier en particulier dans la capitale où les compétitions à l'acquisition d'une parcelle ou d'un logement ont 3

été toujours vives. C'est sur convoitise de parcelles et de maisons que l'on peut s'approprier impunément que les politiciens et les médias ont joué pour entraîner toute une population à un meurtre qu'ils voulaient collectif.

Ce que l'on peut assimiler ici à un syndrome de recherche d'espace vital ne date pas d'avril 1994. Il est ancré dans l'esprit depuis longtemps car, déjà à l'époque coloniale, la première leçon de géographie à l'école a été que le Rwanda était un petit pays qui, à l'évidence, ne pouvait à terme suffire à sa population nombreuse. Depuis, même les autorités politiques n'ont pu se défaire de cette logique et, à maintes reprises, on les a vues mener des tractations pour exporter une partie de la population rwandaise dans les pays voisins.

Mon travail voudrait être une contribution positive à la thèse de ceux qui pensent qu'il n'y a pas de petite superficie en soi pour un pays, en tout cas pas de petite superficie qui justifie le meurtre pour des raisons de recherche d'"espace vital". L'équilibre entre une population, si nombreuse soit-elle, et son territoire, est en premier un problème d'aménagement et de gestion de ce territoire.

PARTIE I.: COMPOSANTES ET CARACTERISTIQUES DE LE L'ORGANISATION DU TERRITOIRE ET DE L' HABITAT AU RWANDA.

Notre compréhension du concept d'aménagement du territoire est celle donnée généralement par les géographes qui définissent l'aménagement du territoire comme une science de l'utilisation réfléchie des espaces et des territoires permettant une répartition optimale des activités et des hommes par une organisation correcte des réseaux urbains et d'infrastructures, en harmonie avec la dynamisation des espaces ruraux. L'aménagement du territoire vise l'amélioration du cadre de vie et des conditions d'existence des populations, tout en atténuant les disparités régionales de développement économique et sociale par une organisation prospective de l'espace reposant sur une orientation volontariste et concertée des équipements et des activités.

L'action d'aménagement du territoire a deux échelles d'intervention:

- l'échelle nationale par l'analyse et la définition des grands axes de l'affectation du sol et de la localisation des équipements d'importance nationale,
- l'échelle régionale et locale par des schémas de développement régionaux des plans directeurs d'urbanisme, des plans d'aménagements locaux

Par sa démarche, l'action d'aménagement met en interaction les composants physiques, les facteurs démographiques, sociaux, économiques et culturels, et les réseaux **techniques structurants**.

A. LES COMPOSANTS DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE AU RWANDA.

1. Composantes physiques

Appelé communément "pays des milles collines", le Rwanda est un pays à variété de reliefs et de climats avec trois composantes:

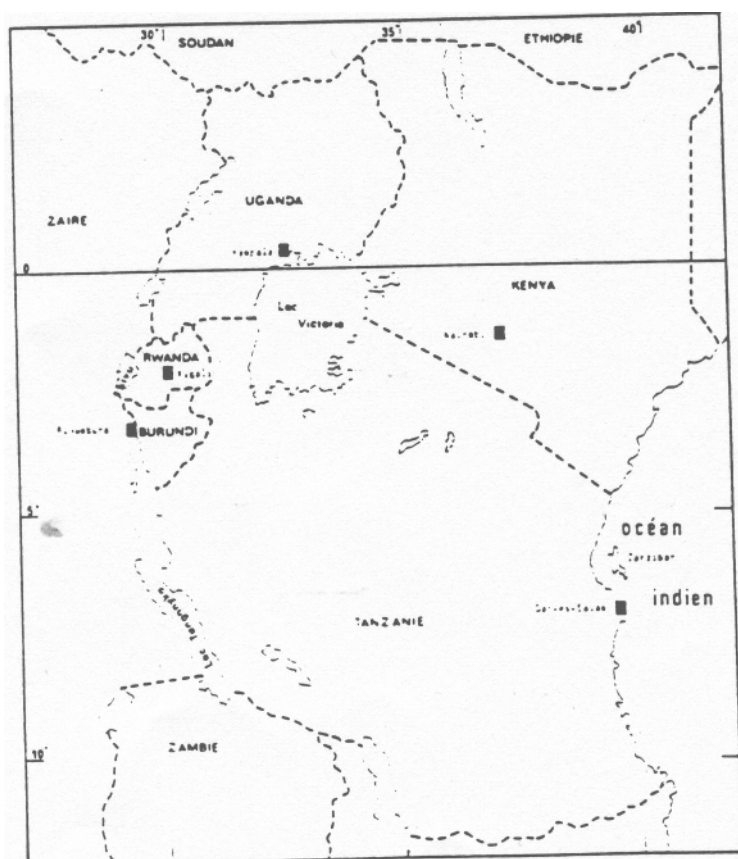
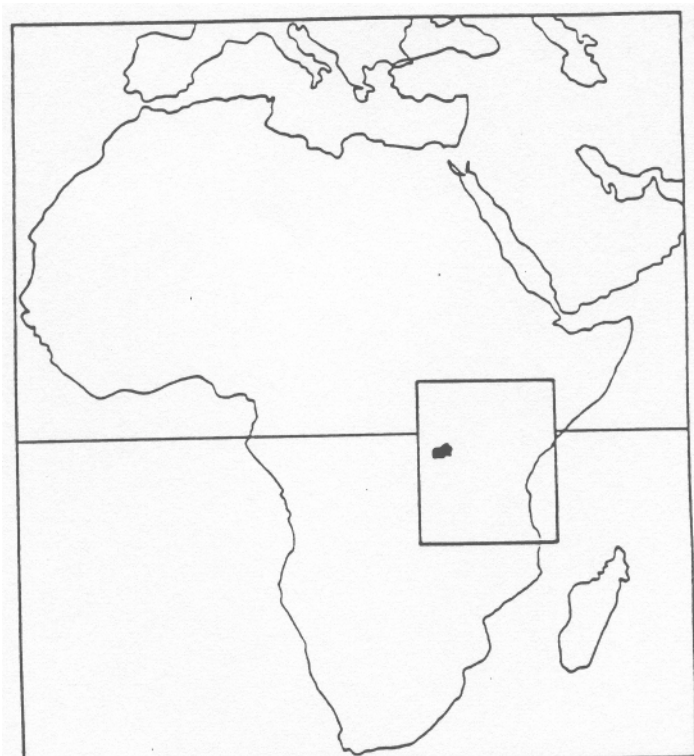
- la crête Zaïre-Nil et son abrupt sur le lac Kivu à l'Ouest et la région des volcans au Nord avec un climat doux de montagnes,
- le plateau central aux collines arrondies avec un climat tempéré,
- les basses terres chaudes et sèches de l'est au climat sec.

Sur ces types de reliefs auxquels on peut d'ailleurs faire correspondre les trois grands types de sols fréquents au Rwanda (les sols de vallées, les sols ferralitiques des sommets de collines et les sols de montagnes) , se superposent huit régions naturelles à valeur agronomique différente, selon les spécialistes.

La répartition des superficies du pays est à peu près de 11% occupés par les lacs, les marais et les plaines d'inondations, 16% réservés aux parcs et aux forêts naturelles, 0,3 % de routes et pistes, ce qui laissent près de 72,7% de terres disponibles dont la grande partie est cultivée.

Avec ses dénivellations contrastées, la dépression du Bugarama au sud à 900 m d'altitude et le volcan Karisimbi qui culmine à plus de 4.507m, le Rwanda a une topographie heurtée avec des pentes supérieures à 20° surtout à l'ouest et au centre du pays. Plus de 50% des terres occupées par les cultures ont une pente supérieure à 10°, ce qui explique la vigueur de l'érosion emportant plus de 27,7 tonnes de terres par hectare par an .

S'agissant du la pluviométrie, malgré une multitude de microclimats et de régions naturelles, le Rwanda a en fait 2 saisons de pluies et 2 saisons sèches ; saisons rythmées par l'action de l'océan indien et le phénomène des moussons.



«2. Données humaines

Entre les deux recensements de 1970 et de 1991, la population rwandaise est passée de 3.572.250 à 7.157.551 habitants, c'est à dire qu'elle s'est multipliée par 2.

Malgré son infléchissement entre 1978 et 1991, passant de 3,7 à 3,1% par an, le rythme de croissance de la population rwandaise reste l'un des plus forts du monde. Ce malgré une politique de planning familial entreprise début des années 1980 avec un renfort de moyens et de publicité. Les raisons souvent invoquées de cet échec des politiques de planning familial sont:

- le faible niveau de formation des populations,
- l'opposition de la puissante Eglise catholique à la diffusion des contraceptifs,
- la culture rwandaise qui a toujours considéré la progéniture comme un capital et une garantie.

Au début de l'année 1994, la population rwandaise était estimée à plus de 7.500.000 d'habitants. Cela revenait à une densité de 280 habitants au km². Ramenée aux seules terres arables, la courbe des densités remontait à plus de 450 habitants au km², avec des pics avoisinant 1.000 habitants au km² dans certaines communes du Sud et du Nord-ouest du pays.

En l'absence d'un nouveau recensement, il est difficile de donner aujourd'hui les chiffres exacts de la population après les massacres et le génocide d'avril 1994. Le Ministère du Plan prépare un recensement national pour 1997.

Entre-temps, à partir des recensements administratifs par communes, et, à base de l'enquête socio-démographique effectuée par l'Office national de la Population, les estimations couramment utilisées aujourd'hui sont que le pays compte 6.000.000 d'habitants dont 5.300.000 restés sur place ou rentrés de l'exil de juillet 1994, et 700.000 anciens réfugiés rapatriés. La guerre et le génocide aurait fait 1 million de morts et 2.300.000 de nouveaux réfugiés. De ces nouveaux réfugiés, 1 million serait déjà rentré dans le pays, et ne reste en exil au Zaïre et en Tanzanie que 1,3 million.'

¹PRIMATURE; Synthèse des rapports d'activités des ministères.
du Gouvernement d'Union Nationale Juin 1994-
publié)

Tableau 1: Population actuelle du pays (estimations)

Pop. /année	Mars 1994	juillet 1994	décembre 1995
Population totale	≈7.500.000	14.000.000	6.000.000
Rapatriés: - anciens réfugiés - retournés	-	-	700.000 1.300.000
Population de la Ville de Kigali	268.363	30.000	280.000

Concernant le taux d'activité de la population rwandaise, selon le recensement de 1991, il y avait presque autant d'actifs que d'inactifs: 49,8 % d'actifs; Cependant quand on considère le taux global d'activité, c'est-à-dire le taux d'activité qui se rapporte à l'effectif de la population active, le taux d'activité remonte à 76,4%, se répartissant équitablement entre les hommes (76, 3%) et les femmes (76,5%). Cela représente un rapport de dépendance d'environ 1.

Quant aux secteurs d'activités, ils sont dominés par l'agriculture qui occupe plus de 90% de la population. Même dans la ville de Kigali, 20%de la population de la ville étaient des agriculteurs, selon le recensement de 1991.

Tableau 2 : Répartition de la population active par secteur d'activités, selon les Recensements 1978 et 1991.

Secteur d'activités	1978	1991
Primaire	92,1%	91,0%
Secondaire	3,1%	2,2%
Tertiaire	4,5%	5,9%
Autres	0,3%	0,9%
Total	100,0%	100,0%

S'agissant du statut de l'emploi, la majorité des actifs sont des indépendants, 66,0%, employant des "aides familiales"(25,5%). Les salariés en majorité des secteurs secondaire et tertiaire ne représentent que 7,6 % des actifs.

3. Réseaux structurants

Bien que pays enclavé de par ses distances par rapport à l'Océan „plus de 1.200 km par rapport au port de Mombasa le plus proche sur l'Océan Indien, Le Rwanda peut être classé parmi les pays qui ont un bon réseau routier . A coté des axes Nord-sud et Est-ouest qui prolongent les voies internati^{on}ales et qui sont asphaltés , il a un réseau dense de routes com^munales. A part le problème de relief qui allonge démesurément les distances, tous les centres ruraux du pays sont desservis par une route pratiquement carrossable toute l'année.

Concernant les autres réseaux structurants, bien que le Rwanda soit un Etat fortement centralisé, la desserte en postes administratifs, en infrastructures et équipements scolaires et de santé, est décentralisé et, en général, s'adapte à l'habitat dispersé en milieu rural.

B. CARACTERISTIQUES DE L'ORGANISATION DU TERRITOIRE AU RWANDA.

Le modèle d'organisation de l'espace au Rwanda est caractérisé par l'extrême dispersion de l'habitat et des activités, et par le saupoudrage des infrastructures et des équipements sur l'ensemble du territoire national. La guerre et le génocide d'avril 1994, s'ils ont apporté des bouleversements profonds en termes de mouvements de populations et de traumatismes divers, ils ont jusqu'ici peu modifié les caractéristiques et les principaux problèmes de l'organisation du territoire et de l'habitat.

1. Un habitat dispersé et des densités records de population dans le monde rural.

De tradition et d'économie agro-pastorale d'autosubsistance avec de petites exploitations familiales, le Rwanda a gardé un habitat à prédominance rural et dispersé.

La carte schématique de l'habitat rwandais montre trois types d'habitat:

Habitat rural : 93%
Habitat aggloméré : 1%
Habitat aggloméré : 6%

L'habitat rural repose sur la production agricole et reproduit en fait le morcellement continu des propriétés foncières, morcellement consécutif aux principaux modes d'acquisition des terres au Rwanda

- en premier, les pratiques sociales de transfert de terres par héritage qui conduisent à une subdivision de l'exploitation familiale en autant de petites exploitations qu'il y a d'enfants arrivant à l'âge de fonder leur propres foyers,

- puis, les pratiques d'achat-vente de terrains, un marché très actif touchant plus de 36 % des exploitations selon l'enquête sur le régime foncier réalisée par le Service des Enquêtes et Statistiques Agricoles, en 1988.

Appelé aussi "habitat groupé", l'habitat semi-aggloméré lui, reste encore marginal et sous forme d'habitat linéaire que l'on retrouve au pied des volcans au Nord et dans les paysannats au Sud-Est du pays.

C'est dans cette catégorie qu'on devrait pratiquement classer aussi l'habitat qui se développe autour des petits centres de négoce, des missions religieuses, des chefs-lieux de communes ou des chefs-lieux de sous-préfectures.

Quant à l'habitat aggloméré, il ne concerne qu'à peine 6 % de la population totale. On distingue hiérarchiquement trois niveaux dans les formes d'organisation de cet habitat aggloméré:

- KIGALI, la Capitale qui a une position particulière. Elle est la seule "vraie" ville, la ville de référence de tout le pays.

- BUTARE, GISENYI et RUHENGERI qui, de par leurs infrastructures, équipements et populations ont rang de villes secondaires.

- GITARAMA, BYUMBA, CYANGUGU, GIKONGORO, KIBUNGO, KIBUYE (chefs-lieux de Préfectures) auxquels il faut ajouter NYABISINDU, RWAMAGANA, RUHANGO (centres commerciaux) qui sont encore en fait des bourgades avec cependant une ébauche d'infrastructures et d'équipements urbains.

Outre cette dispersion, un autre fait marquant de l'habitat rural au Rwanda, c'est sa densification de par l'exiguïté du territoire et du fort taux d'accroissement démographique; une densification telle que dans beaucoup de régions du pays la distinction entre densités rurales et densités urbaines par la norme de distance (200 m) entre habitations n'est plus opératoire.

Tableau 3: Degré de dispersion de l'habitat rural par régions.

Préfectures	Nombre d'habitations au Km2	Distance moyenne entre habitations(m)
BUTARE	68	135
BYUMBA	38	185
CYANGUGU	53	163
GIKONGORO	47	163
GISENYI	65	140
GITARAMA	50	160
KIBUNGO	28	210
KIBUYE	52	164
KIGALI	48	162
RUHENGERI	67	135

Le fait que ce phénomène de densification s'étend progressivement à l'ensemble du territoire national est confirmé par l'analyse comparée des deux recensements, le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 1978 et celui de 1991, analyse qui montre que, de moins de 20% en 1978, les communes qui ont des densités dépassant 500 habitants/km2 étaient plus de 40% en 1991.

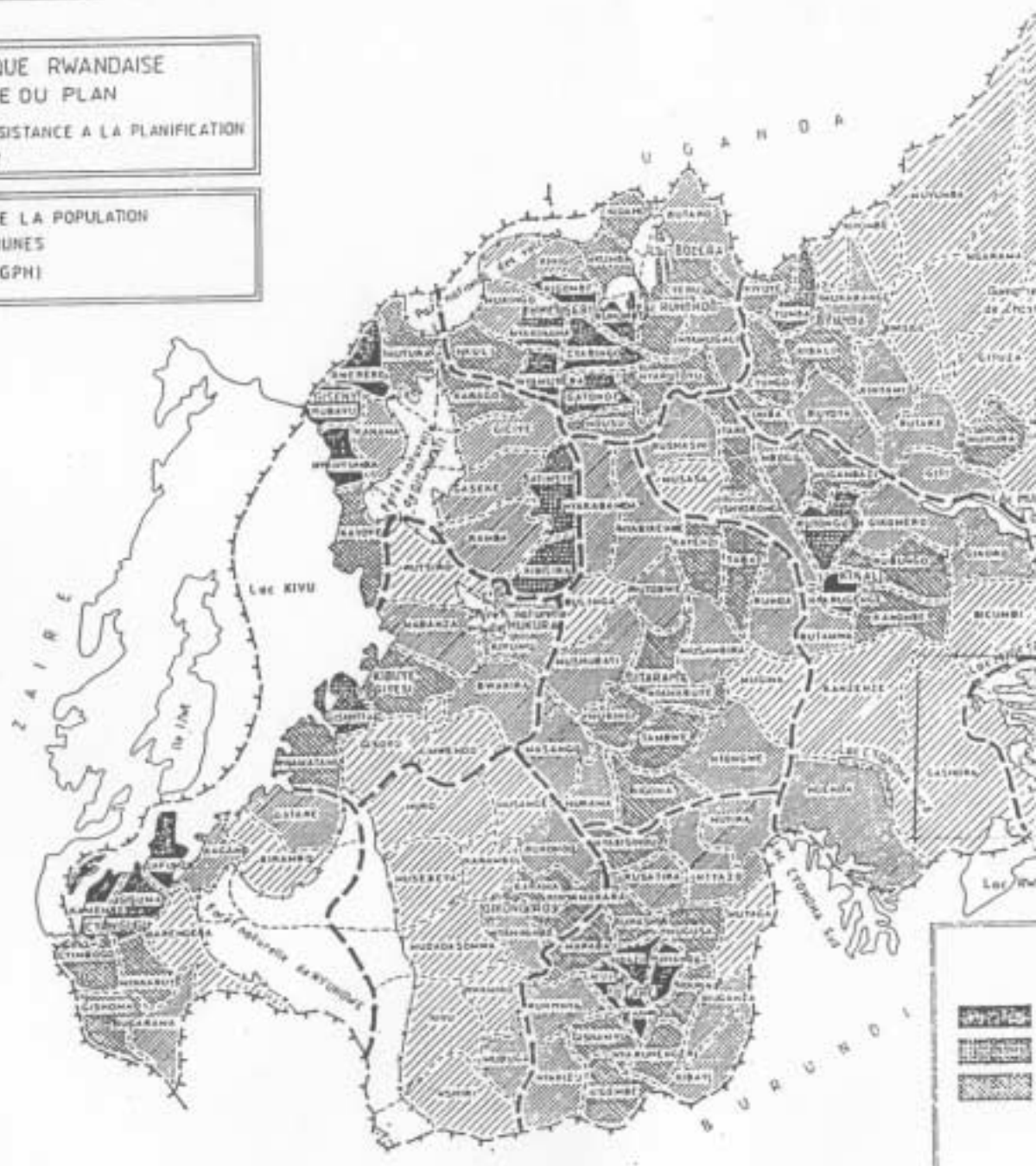
L'analyse comparée de la carte démographique et de celle des milieux écologiques du pays montre que, si par le passé ces records de densités ont remarquablement collé à toutes les opportunités écologiques du terrain, ce phénomène de densification se dirige actuellement vers les régions des savanes à écosystèmes fragiles à l'Est, à la lisière du Parc national de l'Akagera, et au Sud-Est dans la région du Bugesera.

Ce mouvement de densification s'est aussi porté vers les communes environnant les 12 "circonscriptions urbaines" du pays. Les populations sont venues s'entasser là dans les espaces périurbains plutôt que dans les circonscriptions elles-mêmes, ce qui fait que ce mouvement n'a pas encore enclenché le fort taux d'accroissement urbain que l'on pouvait attendre.

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DU PLAN

PROJET ASSISTANCE A LA PLANIFICATION
RWA 87/002

DENSITE DE LA POPULATION
DES COMMUNES
1991 (RGPH)



Un autre phénomène qui ressort de l'analyse de ces cartes des densités c'est que ce mouvement de densification n'est pas encore parvenu à déclencher un effet d'agglomération véritable et que le nombre de centres à habitat même semi-aggloméré n'augmente guère en milieu rural on n'en dénombrait à peine une quarantaine en 1991 à travers tout le pays.

2. Une disjonction nette entre les lieux d'implantation des fortes densités de population et la localisation des infrastructures et des équipements.

Le monde rural rwandais n'a pas été structuré uniquement par sa logique interne d'économie d'auto-suffisance à petites exploitations agricoles familiales, mais aussi par une colonisation particulière à dominante cléricale qui a résolument opté pour un compartimentage du territoire entre les influences des différentes églises, chaque église fixant unilatéralement ses propres critères d'installation et d'intervention sur le territoire national. Aucune ne voulait s'installer sur le même site que sa rivale mais aucune ne voulait non plus s'en éloigner de beaucoup de peur de lui laisser le champs libre.

Cette situation confortant l'absence d'une tradition urbaine a abouti à une dispersion extraordinaire des équipements et des infrastructures dans le monde rural, et surtout à la non hiérarchisation des équipements sur le territoire national.

De son côté l'Etat Rwandais, dans sa logique d'égalitarisme et sa volonté de servir de façon uniforme l'ensemble de la population, a visé à satisfaire les besoins des populations rurales en biens et services et à rapprocher l'administration des administrés en implantant équipements et postes administratifs jusque dans les coins les plus reculés des campagnes, participant ainsi lui-même à cette extraordinaire dispersion des infrastructures et des équipements sur les collines.

Le résultat de cette politique délibérée, dite "ruraliste", est la disjonction très nette entre localisation des équipements qui pouvaient structurer l'espace rural, et lieux d'implantation des fortes densités de population . De l'analyse comparée de la carte d'implantation des équipements et de celle de la distribution de la population sur le territoire national, un constat s'impose d'emblée les noyaux de fortes densités de population

correspondent très rarement à des lieux de localisation des grands équipements et des infrastructures, qu'il s'agisse d'infrastructures administratives, d'hôpitaux ou de centres de santé et même des infrastructures scolaires. Presque toutes les infrastructures sont vertueusement installées à l'écart des villes et même des centres ruraux.

N'étant pas elle-même hiérarchisée, cette implantation des équipements et des infrastructures dans le monde rural ne peut induire une hiérarchisation de l'espace rural, d'où l'actuelle difficulté des villes secondaires à se structurer.

3. Un habitat urbain *non* structuré et une lente croissance urbaine

Le Rwanda reste un pays faiblement urbanisé. De 4,6 % en 1978, le taux d'urbanisation ne dépasse guère 5,5 % en 1991. Un taux d'urbanisation très faible comparativement à celui des pays voisins comme le Zaïre qui a un taux d'urbanisation déjà supérieur à 30% de sa population totale. Ainsi, même Kigali dont la population s'est multipliée par près de 40 fois entre 1962 et 1991, pèse très peu dans le poids démographique du pays: à peine 3,3% de la population nationale.

En fait, le taux d'accroissement de la population urbaine au Rwanda ne s'est guère différencié jusqu'à présent du taux d'accroissement de la population totale, à peine 4,5% contre 3,7 entre 1978 et 1991. La population de la ville de Kigali qui évolue le plus vite ne marque qu'une progression de 5,4%. Les villes du nord du pays, RUHENGARI, GISENYI, BYUMBA, marquent, après Kigali, les taux d'accroissement les plus importants.

Les autres villes, à part KIBUNGO située dans une région d'occupation récente à l'Est du pays où convergent les migrations, ont une progression guère peu éloignée du taux d'accroissement de la population rurale (3,1% entre 1978 et 1991), ce qui montre le faible apport de l'exode rural pour ces villes.

Tableau 4 : Croissance de la population des villes du Rwanda, entre 1962 et 1991

ville	Population 1962	Population 1978	Population 1991	Taux d'accroisse ment <u>1978-1991</u>
Kigali	6.000	117.749	232.733	5,4%
Butare	4.000	21.700	28.645	2,1%
Ruhengeri	3.000	16.025	29.578	4,8%
Gisenyi	3.000	12.435	21.918	4,4%
Nyabisindu	2.000	8.587	14.092	3,9%
Gitarama	2.000	8.534	11.679	2,4%
Byumba	2.000	7.078	11.828	4,0
Cyangugu	1.000	7.042	8.911	1,9%
Gikongoro	500	5.654	8.129	2,8%
Rwamagana	500	5.683	7.684	2,3%
Kibungo	500	4.081	6.912	4,1%
Kibuye	500	2.764	4.242	3,3%
RWANDA	26.000	217.333	386.351	4,5%

Malgré leur croissance démographique lente, les villes rwandaises sont de grandes consommatrices d'espace. Elles ont une structure spatiale éclatée. Cela, non seulement à cause de la topographie de collines de leurs sites, mais aussi et surtout

FIG. 2 : Carte Urbaine du Rwanda



CAPITAL

par le fait que l'insécurité de la tenure foncière à l'intérieure des circonscriptions urbaines oblige les populations à s'éloigner des centres urbains et des zones en lotissement, pour s'installer en peu plus loin au hasard des opportunités foncières à la périphérie.

L'urbanisme au Rwanda reste en effet encore un urbanisme d'expropriations successives, et même les programmes en cours de restructuration et de relotissement des quartiers populaires ne manquent pas eux aussi de pousser les gens au départ de leurs quartiers. Départs d'abord des locataires parce que toute amélioration de l'environnement dans le quartier fait que les propriétaires augmentent les loyers, départs ensuite des propriétaires qui ne sont pas à mesure de réhabiliter leurs maisons suivant les nouvelles normes de construction et d'assainissement imposées dans le quartier, sans oublier aussi que les nouveaux arrivants plus fortunés les obligent à brader leurs terrains.

Ce sont ces déplacements de populations qui sont à la base de la prolifération et de l'extension des quartiers d'habitat spontané tant décrié par l'administration. Dans la seule ville de Kigali, l'habitat spontané représente plus de 93% du parc de logement, et dans les villes secondaires, la proportion doit être encore plus importante.

4. Une quasi absence d'hiérarchie entre les villes secondaires qui restent presque toutes fondues dans l'uniformité du monde rural.

Les villes secondaires rwandaises arrivent difficilement à émerger de l'espace rural et à s'en différencier économiquement car concurrencées par la forte dispersion de l'activité économique dans le monde rural d'une part, et par la concentration de celle qui reste dans la capitale, d'autre part. Ainsi le dénombrement des entreprises et des établissements industriels et de services effectué par le Ministère du Plan en 1990 a montré la dualité de l'économie et du territoire rwandais:

- d'un côté, les villes qui ne concentrent que 31% de l'infrastructure industrielle et de services du pays; le reste , soit 69%, étant dispersé partout "sur les collines",

- de l'autre, la Capitale Kigali qui concentre à elle seule près de 70 % des établissements du tissu économique urbain total, les autres 11 circonscriptions urbaines se partageant les 30% restants.

Cette forte dispersion de tissu économique et des activités dans le monde rural ne semble pas avoir empêché la domination de Kigali et l'a même peut être favorisée. Elle a eu surtout pour conséquence d'inhiber la progression des économies des villes secondaires du pays. En effet, aucune ne montre actuellement un dynamisme économique particulier qui lui permettrait de se différencier du monde rural environnant ou de se positionner comme "pôle d'équilibre" après la capitale.

La ville de Kigali renferme ainsi pratiquement l'essentiel de l'économie urbaine. Les investissements urbains, en particulier dans le secteur privé, restent concentrés dans la capitale , et les villes secondaires sont pratiquement en état de "noninvestissement".

4. Une Capitale à capacité d'accueil médiocre.

Malgré sa taille encore modeste, la ville de Kigali est confronté aux problèmes de déficit en logements et de carence des infrastructures et des équipements urbains, problèmes qui limitent sa capacité d'accueil.

A première vue, ces problèmes s'expliquent par l'actuelle récession économique qui limite l'investissement public dans le secteur urbain et réduit en même temps le pouvoir d'achat de la majorité des ménages urbains.

Cependant cette situation n'est pas nouvelle pour que l'on puisse l'attribuer à la seule crise actuelle. Déjà au moment de l'indépendance en 1962, l'administration faisait état d'une absence d'infrastructures minimales et d'un problème de locaux pour l'administration et de logements pour les fonctionnaires obligés de loger dans "des cabanes minuscules en tôles ondulées". En 1974, le service de la photographie aérienne déplorait une prolifération d'habitations spontanées sur les versants

non aménagés au nord et à l'Ouest de la colline Nyarugenge au sommet de laquelle on commençait à ériger quelques bâtiments administratifs.

La vérité est que l'aménagement, et encore moins le logement ou l'assainissement dans la Capitale, n'ont jamais fait partie des grandes priorités d'investissement national énoncées par les Plans quinquennaux de développement national successifs, contrairement à la promotion de l'industrie ou à l'augmentation de la production agricole en vue de "l'auto-suffisance alimentaire". Longtemps l'Etat a argué que toute dépense pour l'aménagement et l'assainissement urbain serait mieux employée dans l'amélioration des infrastructures sociales en milieu rural.

Les différents schémas directeurs d'urbanisme et d'aménagement de la capitale produits, le premier en 1964, le second et le dernier en 1981, vont rester dans les tiroirs du Ministère des Travaux Publics. Quand bien même ces plans aient été mis en application, on n'aurait pas pu attendre d'eux une amélioration de la capacité d'accueil de la capitale surtout vu leur caractère restrictif de l'aire de l'expansion urbaine et le fait qu'ils ne comportaient pas d'objectifs véritablement quantifiables, que ce soit en termes de population à terme, ou de besoins en logement.

Ces schémas directeurs sont en fait restés au stade des principes et des interdictions surtout dans le domaine de la réglementation foncière sans pourtant être accompagnée d'instruments juridiques en la matière, comme les plans d'occupation des sols dans l'urbanisme français. En tout état de cause, en réduisant la problématique de développement urbain de la capitale à une seule question de réglementation d'occupation du sol, l'urbanisme de la ville de Kigali, et d'ailleurs de toutes les villes du pays, a été longtemps perçu sous ses aspects répressifs, d'où le tassement relatif de sa population qui, après 1981, ne s'est accrue que de 5,4 % en moyenne par an.

Un autre phénomène observé, c'est que même cet accroissement n'a profité qu'aux quartiers périphériques, les quartiers aménagés enregistrant plutôt une décroissance de 3% entre 1981 et 1991. A cause des aménagements érronnés et, à l'absence de programmes de logements sociaux pour accueillir plus de populations, ces quartiers aménagés sont considérés par l'administration comme ayant déjà atteint leur capacité maximale d'accueil alors qu'ils ne dépassent pas des densités de 200 habitants /ha.

Cette notion de capacité d'accueil limite de la ville de Kigali participe en fait de l'inquiétude des gouvernements successifs de voir une croissance urbaine de la capitale plus rapide que son essor économique. Aussi l'exode rural vers la capitale fût décrété comme "flux antiéconomique", et pour lui faire barrage, les politiques des pouvoirs publics ont été, en plus de la décision d'exclusivité de l'effort de développement national en faveur du monde rural pour y fixer les populations, l'instauration de mesures administratives répressives, notamment l'obligation d'un laissez passer pour toute visite dans la capitale, et le port obligatoire d'un permis de résidence et d'une attestation de travail fixe, sans oublier les rafles régulières pour reconduire les sans travail dans leurs communes d'origine en milieu rural.

Partie II: LES "POLES RURAUX DE DEVELOPPEMENT"

- Problématique et Hypothèses -

Dans un contexte d'urgence post-catastrophe, est-il possible , à l'aide de politiques de restructuration du territoire et de programmes de promotion de pôles de développement, de reconstituer le dynamisme économique d'une région et de stabiliser les populations pour atteindre l'objectif final de développement local? .

Cette question centrale de notre recherche sous-tend plusieurs hypothèses dont la première est que les politiques publiques d'aménagement du territoire sont capables, dans certaines conditions, à travers l'installation d'équipements structurants (restant à définir), d'orienter la croissance économique et la stabilisation des populations.

La seconde est que la restructuration du territoire au Rwanda ne peut se faire que par la promotion de pôles de développement, un maillon manquant dans l'aménagement du territoire au Rwanda et pourtant une condition essentielle au désenclavement et au développement équilibré des zones rurales.

S'agissant de la stabilisation des populations rurales, et plus particulièrement des mouvements de populations provoqués par la guerre, notre hypothèse de recherche est que cette stabilisation, c'est-à-dire le retour à une dynamique d'équilibre et de réinsertion en termes d'emplois, d'habitat et de relations communautaires, ne peut se faire qu'à travers la restructuration du territoire national et donc à travers la promotion de pôles de développement.

Les trois hypothèses partent de l'analyse des résultats mitigés des expériences passées de structuration de l'espace national d'un côté, et des potentialités d'articulation du dynamisme des centres urbains avec le développement local de l'autre.

A. URGENCE DE RECONSTRUCTION NATIONALE ET IMPERATIF DE RESTRUCTURATION DE L'ESPACE ET DE L'HABITAT.

1. Les modèles socio-démographiques en milieu rural proches des seuils de rupture.

Jusque dans les années 1980, le monde rural a montré une exceptionnelle capacité, d'adaptation et d'absorption de la forte croissance démographique. Cette forte capacité de rétention des campagnes a été assurée par les possibilités d'augmentation de la production vivrière, production vivrière qui a augmenté à un rythme légèrement plus rapide, 4,3% , que celui de la population, 3,7 %.

Cet accroissement de la production a été rendu possible par l'augmentation des superficies cultivées et par la conquête de terres marginales. Cette possibilité d'extension des exploitations familiales n'est plus. Au contraire, les superficies cultivées s'amenuisent à telle enseigne que, de 1,2 ha en 1978, l'unité d'exploitation familiale est descendue à 0,94 ha par ménage en 1991, selon la Commission nationale de l'Agriculture. Quant aux techniques agricoles, elles sont restées rudimentaires: travail à la houe, faible diffusion des intrants agricoles, non entretien des dispositifs anti-érosifs et manque de spécialisation et de régionalisation agricole.

Les autres faiblesses du système agricole relevées par la Commission sont: la miniaturisation par subdivisions successives des blocs en petits lots transférables aux différents héritiers et, encore plus grave selon ladite Commission, le fait que ce sont les ménages jeunes qui ont les exploitations les plus petites. Autant de facteurs, estime-t-elle, qui expliquent la baisse continue des rendements agricoles des cultures en moyenne 2,1% par an.

Déjà au début des années 80, cette baisse des rendements des champs avait commencé à provoquer un mouvement de transferts spontanés de populations des régions où il n'y avait plus de terres à conquérir vers les régions où il était supposé y avoir plus d'espace. >Le mouvement s'est accéléré depuis, à cause des

disettes qui ont éclaté dans la plupart des régions du pays en 1987 et à cause de la crise économique que ne parvenait pas à juguler les programmes d'austérité et d'ajustement structurel lancés déjà dès 1983, donnant ainsi un signal que, même avant les 25

mouvements de population provoqués par la guerre depuis 1990, les modèles de régulation socio-démographiques qui ont longtemps fonctionné en milieu rural étaient proches des seuils de rupture.

2. Les mouvements de populations sans précédent provoqués par la guerre.

Combien de gens sont morts dans la tourmente de la guerre et de génocide d'avril 1994? Combien de gens sont partis en exil à l'extérieur ou ont été obligés de changer de région? Comme dit plus haut la statistique disponible donne des chiffres hallucinants: 1 million de morts, 2,3 millions partis en exil, 700.000 d'anciens de réfugiés de retour dans leur pays, et plus du tiers de la population déplacée.

Si le génocide a frappé indistinctement toutes les régions du pays, les mouvements de départs vers l'exil, eux, ont surtout partis des régions frontalières avec le Zaïre à l'Ouest et avec la Tanzanie à l'Est, et dans une moindre mesure du Sud vers le Burundi. Ainsi, alors que les régions du Centre et du Nord du pays ont gardé une grande partie de leurs populations, les régions de Cyangugu et de Kibuye à l'Ouest et de Kibungu à l'Est sont par endroits pratiquement vides de populations.

S'agissant des mouvements de déplacés et aujourd'hui des mouvements de retour des anciens réfugiés, eux, ils convergent vers le Nord-Est et le Sud-Est du pays, et une partie vers la ville . C'est ainsi que par exemple, en moins d'une année la capitale Kigali avait pratiquement reconstitué sa population d'avant la guerre. Vide de population en juillet 1994, 80.000 morts, 150.000 partis en exil, à peine 30.000 habitants restés sur place selon les statistiques des agences internationales fin juillet 1994, elle était accréditée de 280.000 habitants en décembre 1995, et cela par le fait surtout du fort contingent d'anciens réfugiés mais aussi de populations déplacées de l'intérieur. Avant la guerre la ville comptait près de 250.000 habitants.

Cette rapidité de la ville à reconstituer sa population plus vite que la campagne est visible même dans les petits centres ruraux. Il faut dire que la situation d'après guerre aujourd'hui renferme d'autres facteurs d'amplification de ces mouvements vers les centres urbains . insécurité ambiante dans les campagnes, réticences des populations à retourner sur leurs collines d'origine de peur d'être désignées à la vindicte des rescapées, et recherche d'anonymat dans les centres urbains, habitudes de

vivre dans des camps..., et surtout, contingents d'anciens réfugiés dont beaucoup vivaient dans les capitales des pays voisins.

Les conséquences de tous ces mouvements de population sont nombreuses, en premier l'urgence de leur réinstallation et de leur stabilisation, mais aussi de leur réinsertion sociale car ces populations sont à classer quasi toutes dans les sinistrés de la guerre et du génocide, soit qu'ils ont perdu ou tout ou une partie de leur patrimoine et de leur famille, soit qu'ils ont abandonné tout derrière eux.

Pour le seul problème du logement par exemple, le Ministère de la Réhabilitation et de l'Insertion Sociale parle de plus de 300.000 ménages sans abris fixes, une partie squattant les maisons de ceux qui sont encore en exil, l'autre partie se déplaçant les "sheeting" sur le tête.

Comment stabiliser ces mouvements de sinistrés, où "recaser" ceux qui n'ont plus de chez soi et comment leur trouver une activité ? Autant d'interrogations que les pouvoirs publics semblent prendre en compte dans les redéfinitions et les réactivations en cours des politiques d'aménagement du territoire.

3. Les signaux en cours d'une réactivation des politiques d'aménagement du territoire.

Bien que ne venant qu'après coup, au niveau des instances politiques, commencent à apparaître les remises en cause du modèle d'aménagement du territoire et de développement national. Façon de critiquer les politiques de l'ancien régime et leur argumentation qui a toujours mis en avant l'étroitesse du territoire national pour refuser le retour des anciens réfugiés ou réelle prise de conscience de l'impératif de restructuration du territoire ? Toujours est-il que le discours des nouvelles autorités politiques estime que le problème de manque d'espace

est moins une question d'exiguïté du pays qu'un problème d'aménagement du territoire et d'implantation non organisée de la population.

La volonté politique de relance de la problématique d'aménagement du territoire est perceptible dans les débats en cours autour de l'avant-projet de politique nationale de l'habitat, avant-projet élaboré en même temps que les documents préparatoires au Sommet des Villes à Istanbul.

Parmi les points forts de ce projet :

- l'investissement plus accru dans l'aménagement et l'habitat urbain,
- la réorganisation de l'habitat rural par le regroupement, la promotion d'un réseau hiérarchisé de centres et de villages,
- la diversification de l'activité et de l'emploi en milieu rural.

S'agissant plus particulièrement de la promotion d'un réseau hiérarchisé de centres et de villages, le premier programme d'action défini par l'avant-projet est la promotion de pôles de développement, un pôle de développement étant défini comme "un centre urbain multifonctionnel d'attraction, d'emplois non agricoles et de rayonnement (et de développement) régional".

Quelles sont les préalables, quelles sont les conditions de réalisation et de réussite d'un tel programme d'action? Ce genre d'interrogation sur l'opérationnalité d'un programme d'action est le plus souvent une affaire de techniciens que de décideurs politiques.

Sur ce thème précis d'aménagement du territoire, sont notamment interpellés les géographes et les planificateurs. L'intérêt de cette recherche que nous entreprenons sur notre propre initiative est d'apporter un éclairage d'homme de terrain sur un sujet d'une importance si capitale pour l'avenir d'un pays en difficultés de reconstruction après une catastrophe de guerre civile et de génocide.

B LA PROBLEMATIQUE " POLES DE DEVELOPPEMENT "

Tout comme le rythme de croissance démographique, l'habitat extraordinairement dispersé sur les "milles collines" a été depuis longtemps déploré et même présenté comme l'obstacle majeur au développement rural et, plus généralement à la modernisation agricole du pays.

Déjà le Plan décennal 1950 - 1959 que cite aussi J.Kajyibwami dans sa thèse de doctorat affirmait que

"tant que les populations demeureront dispersées comme elles le sont aujourd'hui, subsistera en elles la lourde inertie contre laquelle viendront se briser les tentatives d'amélioration de leur sort".

Dès lors tous les plans de développement national successifs, du Plan Décennal 1950-1959 à l'esquisse du Programme national de Reconstruction et de Réinsertion sociale nationale actuellement en cours , en passant par les Plans Quinquennaux de Développement Economique, Social et Culturel successifs qui ont précédé le Programme National d'Ajustement Structurel adopté en 1990, ont préconisé la réorganisation de l'habitat rural dispersé en habitat groupé.

Plusieurs propositions furent étudiées , les unes firent l'objet d'expérimentations sur terrain, les autres restèrent dans les tiroirs des ministères concernés. Il sied de relater rapidement ces propositions et ces expérimentations car c'est sur elles en fait que repose en partie l'originalité de l'actuelle problématique des pôles de développement.

1. Propositions et essais de réorganisation de l'habitat rural : les paysannats et les villages.

1.1 Les Paysannats.

Les premières expérimentations de la réorganisation de l'habitat rural furent les paysannats. Initiés déjà dans les années 1950 par l'autorité coloniale belge, ces paysannats avaient pour but

déclaré, note J.D. Nduwayezu,² .

~NDUWAYEZU,J.D.; Les fondements physiques, humains et économiques du développement du Rwanda.UNR, Ruhengeri, 1990.pp127

" ... d' augmenter la productivité agricole, d'éviter le morcellement des terres en coupant court avec les pratiques de l'héritage foncier et de la dispersion de l'habitat rural".

Partant d'un schéma standardisé des soles, des pistes et des résidences le long de ces pistes à intervalles réguliers de 50 à 60 m, ils voulaient promouvoir un habitat linéaire. A chaque ménage est allouée une superficie de 2 ha dont le tiers doit être obligatoirement planté de culture d'exportation, le café ou le pyrèthre suivant les régions. Interdiction formelle est faite aux familles de subdiviser la parcelle octroyée pour en vendre une partie ou la donner aux descendants.

En fait, constate l'auteur, le système de paysannats n'est pas parvenu à dépasser les défauts du système foncier traditionnel car même aligné, l'habitat reste dispersé immobilisant d'ailleurs des superficies non négligables de terres réservées aux multitudes de pistes entre les habitations. De plus, faute de structures d'accueil pour les descendants, les familles vont trouver plusieurs subterfuges pour subdiviser les 2 ha leur alloués.

La mauvaise appréhension de la part des planificateurs eux-mêmes des liens entre le type d'habitat préconisé et le développement socio-économique recherché a fait que, ajoute l'auteur, il n' y a pas eu de changement de comportement des populations vis-à vis de l'espace et des modes d'exploitations du sol.

1.2 L'expérience des villages.

Déjà à l'époque coloniale, le Plan décennal 1950-1959 que cite P. Sirven recommandait que

" chaque fois qu'il y a migration de populations, ouverture de nouvelles terres, réorganisation des cultures existantes, l'arrangement ou le réarrangement en villages doit être recherché. La formule à adopter s'inspirerait avec profit de celle utilisée en Israël : villages de petites dimensions de manière à ne pas éloigner le cultivateur de son champ, comportant une école primaire, une boutique de première nécessité, distant de quelques kilomètres d'un village plus étoffé, sorte de bourg,

centre commercial d'une certaine importance, avec école primaire et primaire supérieur".³

Dans la suite, cette distinction entre le "village" et "le bourg" a été perdue et les plans de développement ont indifféremment préconisé villages et centres ruraux, une distinction que nous allons repréciser plus loin pour recentrer la problématique de "pôles de développement" dans le débat actuel de réaménagement du territoire, en particulier la réhabilitation de villages en pôles de d'aménagement du territoire.

Les expérimentations de villages dits pilotes visaient un double objectif. Il s'agissait d'abord, par la fourniture de plans de maisons et de matériaux de construction à des prix abordables pour les paysans, d'encourager les gens à participer à l'amélioration de leur habitat. Il s'agissait ensuite, par l'adoption d'un lotissement planifié, d'instaurer un nouveau mode d'occupation de l'espace rural structuré en deux types de surfaces .

- une zone commune d'habitat d'une part qui porte les infrastructures techniques de base et, pour certains villages, des implantations d'équipements sociaux collectifs d'une part,

- une zone d'activités d'autre part, réservée aux cultures et aux pâturages.

L'on pensait ainsi que, outre le fait de récupérer et de regrouper les terres arables, cette réorganisation du terroir allait permettre une augmentation de la production agricole et rendre plus rentable et plus efficace, le travail des différents services d'animation rurale et d'innovation agricole.

Un autre objectif explicite visé par cette réorganisation de l'habitat, c'est l'émulation des populations rurales vers une vie communautaire et la recherche d'un plus grand bien-être.

(4) SIRVEN, P.; La sous -urbanisation du Rwanda et du Burundi
Thèse de doctorat, Bordeaux III, 1984. pp 67. 31

Cependant, contrairement à B.RUNYINYA^{A 4} qui a insisté sur les avantages de cette "villagisation" et sur la satisfaction générale des populations pour ce nouveau mode d'occupation du terroir, J. Kajyibwami a noté que

" L'habitat ... extrêmement fruste..., leur (village) inachevé, l'isolement de certains d'entre eux, la médiocrité des cultures qui les entourent ne contribuent pas à en faire des centres attractifs". Quoi qu'il en soit, continue l'auteur : le maintien de ces structures villageoises dans leur aspect actuel plutôt misérable et où, de surcroît, l'avenir des jeunes générations semble très mal assuré, relève des vues politiques que d'une logique géographique ." 5(6)

Sentence, peut-on dire, sévère à l'égard de la politique de villagisation au Rwanda de la part de l'auteur, mais toujours est-il que le rapport national sur " la Stratégie Nationale en matière d'Environnement au Rwanda a lui-même fait état, en 1989, d'un mouvement de désertion des villages pilotes par les populations dans les communes Gashora au sud-est du pays.

Parmi les facteurs de cette désertion invoqués par le rapport, outre le besoin d'intimité familiale et les distances par rapport aux champs, l'isolement de ces villages et, l' impression des populations qu'il n'y a pas d'avenir pour les jeunes générations dans ces villages faute d' activités et d'emplois valorisants en particulier pour les jeunes.

Ce sont en fait ces deux derniers facteurs qui fondent en quelque sorte la notion de pôle rural de développement dans le sens d'une problématique de désenclavement des villages et de promotion des perspectives d'emplois pour les jeunes générations.

⁴RUNYINYA,B.; "Urbanisme et aménagement du territoire au Rwanda" in Dialogue, 93-94, 1982

5(6)KAJYIBWAMI,J.;Aménagement planifié et développement rural au Rwanda: Le cas du Bugesera, Thèse de doctorat, Bordeaux III, 1989.pp.329

2. La Problématique des "pôles de développement".

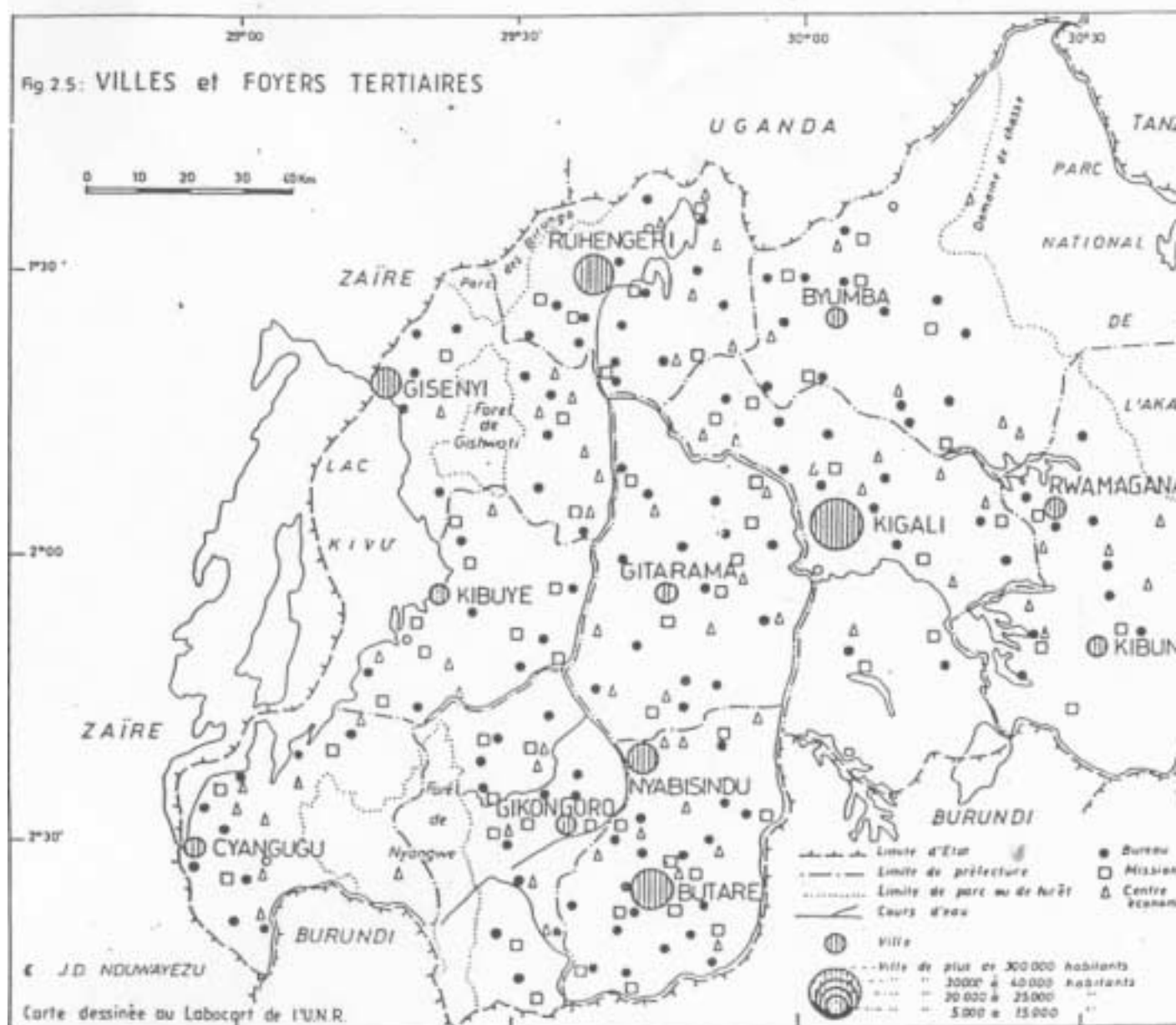
Devant l'échec de l'expérience des villages, le III^e Plan développement 1982-1986 recommanda de changer de stratégie et d'encourager plutôt le remodelage de l'habitat autour des centres ruraux existants.

2.1 Une multitude de centres ruraux qui ont de la peine à émerger du milieu rural

Dans sa thèse, P.Sirven a décompté plus d'une centaine de centres ruraux qu'il a classé en 3 catégories suivant la dynamique qui a été à leur développement:

- les centres ruraux nés près des missions religieuses . Ils sont pratiquement sous contrôle des missions, et des fois, ils sont installés dans les propriétés des missions. Cela limite en quelque sorte leur fréquentation malgré les multiples services qu'ils assurent à la population . un centre d'alphabétisation, des écoles primaires et mêmes post-primaires, un dispensaire, un petit bureau de poste, un atelier de menuiserie ou de petites réparations mécaniques, un magasin et récemment même une succursale des Banques Populaires.
- les centres ruraux qui tentent de se développer autour des chefs-lieux des Communes surtout depuis que le Plan d'action Communal avait recommandé déjà en 1975, le regroupement de tous les services administratifs autour du bureau communal.
- les centres ruraux nés autour des marchés. Leur nombre très élevé réduit leur portée faisant de chacun d'eux un petit centre ne desservant qu'une petite portion du territoire environnant et s "accommodant d'une population réduite à quelques ménages des petits commerçants.

Fig 2.5: VILLES et FOYERS TERTIAIRES



Analysant leurs possibilités de développement et leurs potentialités de désengorgement des campagnes surpeuplées, J.D Nduwayezu remarque que ces petits centres se sont développés comme des corps étrangers au milieu rural surtout qu'ils n'ont intégrés dans leurs missions, la fonction de résidence, les acteurs se retirant le soir venu sur les collines. Et l'auteur d'ajouter que

"la principale contrainte qui limite le développement efficient de ces centres ..., est leur incapacité à trouver des empolis pouvant attirer et retenir la population." ⁶

2.2 La problématique des pôles de développement.

La première question qu'il faut se poser dans cette problématique des pôles de développement est quelle différence entre un village ou un centre rural, et un pôle de développement.? La seconde est qu'est-ce qui fait qu'un village ou un centre rural devient un pôle de développement.?

Au delà de la distinction faite par le Plan décennal 1950-1959 entre des "villages de petites dimensions" et un "village plus étoffé , sorte de bourg", à partir du moment où l'on parle de pôle de développement, on entend un centre où il existe un projet de développement. C'est à dire qu'il est choisi comme lieu privilégié d'un projet de développement pour la région.

Porteuse d'un projet de développement, le pôle de développement fait donc référence à une dynamique, à un dispositif d'actions et d'équipements structurants sur plusieurs domaines destinés à la réalisation des objectifs de développement local, lequel légitime en fin de compte la fonction moteur du pôle de développement et englobe dans sa mouvance, les villages et les centres environnants.

Reste à se demander quels sont les objectifs de développement accessibles à un pôle de développement, quels sont les rôles qu'il peut jouer en matière de développement et de stabilisation des populations, et c'est d'ailleurs à partir de ces objectifs et de ces rôles que l'on pourra définir quels sont les équipements structurants l'un pôle.

Dans le discours politique en cours sur les pôles de développement, les attentes placées dans le pôle de

⁶NDUWAYEZU,J,D.; op.cit. pp 132

développement pour la restructuration et la redynamisation du milieu rural sont multiples. outre les rôles traditionnels de de siège administratif et de centre commercial ainsi que de lieu de service, les rôles attendus du pôle de développement sont l'absorption de la force de travail et la transformation sociale et économique du monde rural.

Pour n'insister que sur ces deux derniers rôles, la capacité d'absorption de la force de travail dépend du développement des activités industrielles et artisanales pour proposer des emplois aux populations, en particulier aux jeunes. Quant à la fonction de transformation sociale et économique qui fait appel au rôle d'intégration et de connexion entre le monde rural et le monde urbain, elle suppose tout un dispositif d'actions de diffusion de modèle de vie, d'éducation et de culture, en particulier la culture de la cohabitation dans le contexte actuel.

En définitive, c'est par rapport à ces multiples fonctions attendues d'un pôle que l'on pourra reconnaître la caractère "structurant" ou non des différents équipements présents ou alors à installer progressivement dans le pôle, en référence à performance de ces équipements, à leur zone d'influence et à leur capacité de mise en réseau du pôle, non seulement avec les villages proches, mais aussi avec les centres urbains éloignés plus importants.

Dans tous les cas, le premier critère du caractère de "structurant" de tel ou tel équipement, sera sa capacité de renfoncer le pôle de développement dans son rôle de maillon local d'interface entre le rural et l'urbain et de le confirmer ainsi comme une approche originale et intégrée, à la fois de la problématique du développement rural et du développement urbain.

1° "Le Pôle de développement", une approche originale de la problématique du développement régional et local à la croisée des anciennes et des nouvelles approches de développement du monde rural au Rwanda.

En fait plusieurs approches de développement du monde rural ont été prônées:

- les unes allant dans le sens de l'intervention directe de l'Etat qui dans les années 1960/70 prenaient les communes comme des simples relais des interventions des différents ministères, à l'approche sectorielle du Plan d'Action Communal de 1975 qui voulait englober les collectivités locales dans la mouvance de la centralisation de la planification nationale,

3 FI

- les autres, comme les approches-programmes prônées par le II^e Plan de développement national 1977-1981, et les plans directeurs régionaux préconisés par le III^e Plan 1982-1986, envisageant le renforcement des échelons régionaux et communaux comme pivots dans le choix des orientations et des interventions de développement.

Suivant les époques, ces approches, les unes comme les autres, ont mobilisé des financements importants de la coopération et des institutions internationales. Mais sur le plan des réalisations, force est de constater que subsistent fort peu de leur traces sur terrain, même dans ce monde rural qui a toujours consisté leur terrain de prédilection. Les modes de production n'ont pas changé, et le monde rural reste dans un vertueux enclavement.

L'approche "pôles ruraux de développement", elle, même si l'on ne peut pas dire que ses fondements et même le contenu des programmes le concernant soient jusqu'à maintenant réellement éclaircis, insiste sur la dimension structure et aménagement équilibré du territoire comme support de renforcement et d'intégration des différentes interventions de développement rural. Elle veut dépasser l'antinomie, du reste idéologique, entre le rural et l'urbain qui en fait de compte a desservi les deux fois.

Qu'elle soit comprise comme une stratégie de développement rural ou comme une stratégie de rééquilibrage dans l'armature urbaine du pays, en fait ces deux façons de définir la notion de pôles ruraux de développement se complètent et répondent à deux impératifs du développement national

- d'une part, la nécessaire traduction dans le domaine spatial du principe de la contraction des infrastructures et des investissements dans le monde rural, ce qui permettrait de structurer et de renforcer l'économie en dynamisant les espaces ruraux fortement enclavés. En cela, la promotion de pôles de développement rejoint la recommandation faite en 1990 par le Programme d'Ajustement Structurel, et d'ailleurs les raisons qui ont été à la base de la justification de cette nouvelle politique économique argumentent aussi pour un réajustement dans la politique d'aménagement du territoire au Rwanda.

- d'autre part, l'impératif de structuration hiérarchisée de l'espace national par la promotion de petites villes, un maillon manquant dans l'armature urbaine du pays.

Enfin de compte, la notion de pôle de développement traduit une démarche, une dynamique de diffusion du développement par la promotion d'espaces d'intégration et de connexion entre le monde rural et le monde urbain.

2° Les pôles ruraux de développement, une urgence dans la reconstruction nationale et la réinsertion des populations après la guerre

On peut dire que ces deux impératifs, la dynamisation des espaces ruraux et la structuration hiérarchisée de l'armature urbaine, sont en passe d'acquiescer encore plus de vigueur dans le contexte actuel où, en plus des exigences de développement national, s'ajoutent aujourd'hui les urgences de reconstruction et de réinsertion des millions de rapatriés, anciens et nouveaux, et de centaines de milliers de populations déplacées de l'intérieur.

De par ces mouvements de populations sans précédent provoqués par la guerre, le Rwanda est en effet à la veille de vivre des mutations spatiales et socio-démographiques majeures, et la question qui se pose aujourd'hui à propos des pôles ruraux de développement est de savoir quelle place ils pourront avoir dans ces mutations.

En fait, dans les pôles ruraux actuellement en promotion on peut distinguer deux types : des créations tout azimuts surtout dans les zones grignotées sur les forêts et les parcs nationaux et qui sont destinées à l'installation d'anciens réfugiés qui rentrent et n'ont pas droit de réclamer leur propriétés laissées il y a plus de 30 ans, et des villages/centres préexistants en réhabilitation.

Le choix de beaucoup d'intervenants dans cette problématique de pôles de développement va en premier dans cette action de réhabilitation de villages ou de centres préexistants, pour leur insuffler un dynamisme nouveau. Un choix, à notre avis, judicieux à plusieurs égards car il table sur le dynamisme passé de ces villages et compense en partie les études socio-économiques qui devraient précéder l'implantation de ces pôles mais que l'urgence actuelle de réinstallation des populations ne permet pas de faire chaquefois.

Que la promotion des pôles ruraux de développement porte sur la réhabilitation et la dynamisation de villages et de centres

préexistants ou sur la création de centres nouveaux dans les zones auparavant non habituées, l'idée de pôle rural de développement veut se démarquer de celle traditionnelle de village et même de centre rural tout court.

Plus qu'un simple village, le pôle rural veut se définir comme une concentration, une agglomération, regroupant équipements et services de base divers ; plus qu'un simple centre rural, il veut polariser la vie économique de sa région par le développement, non seulement des activités de transformation des produits agricoles de son arrière-pays pour plus de plus-values des productions agricoles, mais aussi de l'artisanat (menuiserie, forge, confection, cordonnerie...) et des services et du commerce (banques, coiffeurs, librairies...), espérant que par cette création d'emplois non agricoles en milieu rural, il pourra stabiliser une population en mouvement.

L'autre dimension du pôle rural, c'est l'attraction et l'animation sociale et culturelle de sa région, et dans le contexte actuel, on doit ajouter le pari de la cohabitation et de la pacification dans le monde rural. Cet objectif social du pôle rural est en effet un pari dans le contexte actuel car la société rwandaise se remet aujourd'hui difficilement de ses déchirures après la guerre et le génocide, non seulement à cause du monde extraordinaire de morts et de populations parties en exil ou déplacées de l'intérieur, mais aussi à cause de la nature et de la profondeur de la crise sociale sont la guerre et la génocide d'avril 1994 n'ont été en fait que l'aboutissement.

S'il est dit aujourd'hui que la situation politique générale se normalise progressivement, la situation sociale, elle, reste marquée par des fractures profondes et des impasses. Ainsi, malgré les tournées à travers le pays et les messages de pacification- des nouvelles autorités politiques, force est de se rendre compte que le climat social dans le pays reste très tendu et divisé. D'un côté une population intérieure meurtrie et minée par des ressentiments réciproques sur les responsabilités supposées de l'un ou l'autre groupe dans ce qui s'est passé; de l'autre, les contingents d'anciens réfugiés qui rentrent revendicatifs _dans leur pays, sans oublier les nouveaux réfugiés qui reviennent désabusés de leur pays d'exil. Entre tous ces groupes, les premiers contacts sont difficiles voire méfiants, une méfiance en partie amplifiée par le sentiment général d'insécurité.

Ce sentiment général d'insécurité qui prévaut aujourd'hui dans le pays est en passe de développer des tendances au regroupement dans l'espace et dans le travail. Les populations, aussi bien celles qui sont restées dans le pays que les nouveaux arrivants, préfèrent rester groupés sur les anciens centres au lieu de regagner leurs collines. Elles squattent les ruines des maisons qui servaient avant la guerre de boutiques ou d'établissements scolaires.

En tout cas, si stabilisation sociale il peut y avoir, c'est à travers de nouvelles recompositions sociales sur fonds de changements intervenus dans la configuration même de la population, tant sur le plan structurel notamment au niveau des proportions hommes/femmes ou des rapports entre différents groupes d'âge, que sur le plan du système social lui-même qui a été profondément ébranlée dans ses valeurs.

C'est dans ce contexte que l'on peut dire que la problématique des pôles de développement est porteuse de projets et d'espoirs pour la reconstruction nationale, car cherchant à allier l'économique au social, le social au culturel, l'ensemble dans une perspective d'aménagement du territoire, de réinstallation et de stabilisation des mouvements de populations provoqués par la guerre, et de dynamisation du développement local.

Partie III: OBJECTIFS, »METHODES ET ORGANISATION DE NOTRE RECHERCHE.

A. OBJECTIFS

Analyser quelles sont, les conditions pour que des politiques de structuration de pôles de développement puissent reconstituer le dynamisme d'une région croissance économique d'une région, voir quels objectifs de développement sont accessibles à un pôle de développement et sont à mesure de stabiliser les populations en milieu rural, et enfin identifier les équipements structurants d'un pôle de développement, tels sont les trois objectifs de notre recherche.

Sur ces thèmes, comme d'ailleurs sur d'autres généraux concernant le phénomène d'urbanisation, il existe très peu de travaux de recherche au Rwanda. C'est à croire que la mise à l'écart du milieu urbain des préoccupations de développement national par les pouvoirs publics, a inhibé l'intérêt de la recherche, en particulier de la recherche universitaire, sur l'urbanisation et sur la ville au Rwanda.

Après la thèse de P.Sirven sur la sous-urbanisation et les villes du Rwanda et au Burundi en 1984, il y eut certes quelques mémoires d'étudiants du Département de Géographie consacrés aux études d'aménagement de quelques villes secondaires du pays et aux problèmes d'extension des quartiers spontanés dans la ville de Kigali, mais après, à ma connaissance, plus rien ou presque à l'université.

Depuis, les quelques travaux d'importance sortis sur le phénomène urbain au Rwanda ont été produits pour l'essentiel par des consultants extérieurs dépêchés par l'ACT, la Banque Mondiale ou le PNUD en appui, soit au Minsitère des Travaux Publics en 1985 pour l'étude de la stratégie sectorielle de l'habitat urbain, soit au Ministère du Plan en 1992 pour l'identification de centres urbaine ruraux à promouvoir. Et là encore, il ne s'agit que de documents techniques de planification, et non d'anaylse en tant que tel du phénomène urbain, de ses manifestations et de ses interrelations, notamment avec le milieu rural.

En fait, comparée à la recherche dans d'autres pays du continent, la recherche sur le phénomène urbain au Rwanda reste fragmentaire. Beaucoup de thèmes importants tels que les rapports villes-campagnes, les mouvements migratoires, leurs causes et leurs conséquences, les problèmes de gestion et de gouvernance urbaine, le financement de l'urbanisation, ou les politiques urbaines en générale, n'ont pas encore l'objet d'une recherche soutenue même dans les facultés universitaires, ce qui rend aujourd'hui difficile l'appréhension du phénomène urbain dans ses manifestations et ses conséquences.

Notre recherche veut recentrer l'analyse du phénomène urbain au Rwanda dans une problématique générale d'aménagement du territoire et d'impératif post catastrophe de restructuration de l'espace pour stabiliser les mouvements de populations provoqués par la guerre.

Nous sommes conscients qu'un sujet portant sur l'aménagement du territoire met en interaction plusieurs échelles d'analyse de l'espace rural et de l'espace urbain qu'il n'est pas possible de comprimer dans le cadre d'un travail de thèse. Aussi avons-nous décidé de nous placer à l'intersection des deux espaces, et de limiter nos investigations à leur niveau local d'interface.

Le titre choisi pour notre travail est " le village, le pôle de développement et l'impératif de restructuration du territoire Rwanda", un titre que nous voulons porteur de larges significations, à la fois en termes d'impératif d'hierarchisation de l'espace, et en termes de développement équilibré des zones rurales et des zones urbaines pour atteindre l'objectif final de développement local, une condition selon notre hypothèse, de la stabilisation des populations.

Ici, il nous faut d'emblée préciser que nous parlons de stabilisation, et non de rétention ou d'arrêt de l'exode rural. En effet, outre que nous pensons que le phénomène d'exode rural aurait servi à réduire le grave déséquilibre actuel entre les populations urbaines et les populations si il n'avait pas été

freiné par des mesures administratives quasi policières, nous partageons l'avis de plusieurs chercheurs dont, Scott D.Grosse, qui ont montré que le développement rural ne peut et ne devrait pas être considéré comme un remède à l'exode rural. Du reste, la problématique des pôles de développement est plutôt d'encourager et de motiver les populations à venir habiter les centres ruraux pour libérer les terres de culture. Ceci précise notre dernière hypothèse en fait inspirée en partie par les recherches de Ruddle et Rondinelli que cite Scott D.Grosse: pour que les politiques de développement rural puissent stabiliser les populations, elles devraient porter sur le travail non agricole, ce qui équivaut à proposer la décentralisation et la multiplication de l'emploi dans les petites villes.

B. ORGANISATION DE NOTRE RECHERCHE.

Pour répondre aux objectifs et aux différents éléments de la problématique énoncée, nous organiserons notre travail en quatre parties:

La première partie, Problèmes de développement urbain et bilan des politiques urbaines au Rwanda depuis l'époque coloniale, se propose de réfléchir sur les origines et les conséquences de l'absence de structuration du réseau urbain au Rwanda, et sur les limites et les travers des principes d'aménagement urbain qui ont limité la capacité d'accueil des villes rwandaises.

La deuxième partie, Potentiels de développement local et de stabilisation des populations d'une restructuration du territoire et des pôles de développement, est un essai de conceptualisation et d'analyse de l'articulation entre aménagement de l'espace et développement régional.

Une autre relation qu'il nous faudra cerner dans ce chapitre, c'est l'impact du développement local sur la stabilisation des populations, stabilisation qui n'est pas à confondre, comme nous l'avons plus haut, avec rétention. Notre approche sera dans le sens d'une dynamique d'équilibre de populations qu'il faut promouvoir entre le milieu urbain et le milieu rural, en faveur surtout de ce dernier; ce qui suppose la multiplication de l'emploi non --agricole valorisant surtout pour les jeunes générations.

⁷HAVET,J.et al.; Le village et le bidonville;Editions_de
l'Université d'Ottawa/IDIC, 1986.

La troisième partie, Définition des équipements structurants d'un pôle de développement, tentera de voir quel degré de concentration d'équipements et d'infrastructures à mesure de faire d'un centre un moteur de développement et de polarisation de l'espace en milieu rural. C'est ici qu'il faudra définir et juger, comme dit plus haut, le caractère structurant des équipements présents ou à installer progressivement dans un pôle de développement, en référence aux objectifs de développement réellement accessibles au pôle.

A ce propos, un travail a déjà été fait en 1991 par le Ministère du Plan qui avait résumé les objectifs de développement accessibles à trois : l'objectif de fixation des populations en milieu rural, la fonction de concentration d'infrastructures et d'équipements pour le monde rural, et enfin le rôle de développement local. En rapport avec ces trois objectifs, le Ministère a développé trois grilles d'analyse

- la grille d'identification et d'analyse de la dynamique sociale et démographique qui se met progressivement en place dans et autour des centres ruraux.
- la grille définissant " la note d'équipements de ces pôles en infrastructures diverses.
- et, la grille d'analyse des potentialités et du potentiel de poids économique de ces centres.

Notre recherche devra revoir en partie ces grilles d'analyses et en développer d'autres en rapport notamment de rôle d'absorption de la force de travail et de la transformation sociale et économique du monde rural.

La quatrième et dernière partie, Espace perçu et vécu, est une fenêtre ouverte pour laisser les populations concernées par les programmes de promotion de pôles de développement en cours, s'exprimer, dire leurs attentes et leurs façons de vivre les changements, à la fois, de mode de vie à l'interface entre la vie urbaine et la vie rurale, et de mode d'occupation et de rapports à l'espace et aux systèmes de production. L'objet de ce chapitre est de voir comment les populations s'approprient, au sens propre comme au figuré, leur nouvel espace de vie.

Vu les débuts prometteurs de notre travail d'investigation dans les différents services concernés par cette problématique des pôles de développement au Rwanda, et vu aussi notre présence permanente sur terrain, nous comptons pouvoir terminer notre travail dans trois semestres, deux semestres consacrés à la

finalisation de notre investigation et un semestre consacré à la rédaction.

C. METHODOLOGIE

Pour la partie concernant les problèmes de développement urbain et des bilans des politiques d'aménagement du territoire, notre travail va s'appuyer principalement sur la littérature grise existant dans les différents Ministères et les Organisations internationales, notamment la littérature qui a servi à l'élaboration des documents préparatoires à la Conférence sur les Etablissements Humains d'Istanbul.

J'ai moi-même participé à cette élaboration de documents, à la fois comme membre du Comité National de l'Habitat dont je suis vice-président, et comme consultant principal pour l'établissement du rapport sur "Examen et Evaluation des Questions concernant Les Etablissements Humains et Le Logement par une série d'Indicateurs".

Ce travail d'exploitation de la documentation existante sera facilité par le fait que le Secrétariat permanent du Comité National de l'Habitat a commencé à rassembler et centraliser les quelques travaux parus sur l'aménagement du territoire et sur l'habitat rural et urbain pour pouvoir documenter le prochain travail d'élaboration du projet de la Politique Nationale de l'Habitat par le Comité National de l'Habitat, travail prévu directement après la restitution des travaux du Sommet des Villes d'Istanbul par la délégation rwandaise présente à ce sommet et auquel je suis invité à participer.

Concernant la deuxième partie de notre travail, deuxième partie qui sera, comme nous l'avons dit plus haut, un essai de conceptualisation des rapports structurels entre structuration de l'espace et développement régional et local, et sur leurs effets induits en termes, non seulement de création et de multiplication de l'emploi, mais aussi en termes de rapports communautaires de justice et de stabilité sociale, il s'agira de baser notre argumentation sur la littérature générale en matière d'aménagement et de structuration du territoire et sur les rapports structurels entre villes et campagnes.

Plus que la partie précédente, le chapitre sur la définition d'éléments structurants d'un pôle sera appuyé sur une étude cartographique approfondie sur le potentiel de structuration et 45

de rayonnement des différents équipements à installer progressivement dans les pôles, et aussi sur les questions de positionnement de ces pôles par rapport:

- à leur hinterland, notamment les relations de flux, d'un côté, avec les villages et centres ruraux inclus dans la mouvance de ces pôles, mais de l'autre avec les centres urbains de plus grande importance dans la région et même avec la capitale omniprésente dans les réseaux urbains au Rwanda;
- aux densités de population en milieu rural et aux mouvements migratoires en cours, aux frontières et aux problèmes de sécurité et de réfugiés;
- aux zones écologiques fragiles, question primordiale en particulier pour la région du Bugesera qui déjà a connu un déboisement intensif et voit aujourd'hui le niveau de ses nombreux petits lacs baisser.

Concernant particulièrement ce potentiel de structuration et de zone d'influence de l'un ou l'autre équipement, il y a un travail fait par le Projet d'Assistance à la Planification au Ministère du Plan dont il faudra voir la pertinence d'approche et de méthodologie pour notre travail. Il s'agit de 2 enquêtes:

L'enquête MINIPLAN/DSDCR de juin 1991 sur les zones d'influence des infrastructures et services de base des centres ruraux et urbains,

L'enquête MINIPLAN/DSDCR de Juillet 1991 sur l'ensemble des infrastructures et des équipements de 164 centres ruraux

La méthodologie développée par les deux enquêtes visait à évaluer l'importance et la capacité de rayonnement d'un centre dans sa région par des notes attribuées à chaque type d'activité et à chaque type d'équipement présent sur le centre.

Ainsi par exemple la présence d'une industrie manufacturière est cotée 12 points alors que celle d'une unité de commerce de gros a 10 et celle d'un établissement d'activités tertiaires 5. Pour les équipements, la présence d'un hôpital est cotée 9 points alors que la présence d'une liaison téléphonique vaut 1 point. Un centre devait réaliser plus de 100 points comme poids économique et plus

de 50 points en note d'équipement et d'infrastructures pour figurer sur la liste de centres à promouvoir.

C'est à partir de travail statistique que la Direction de la Planification au Ministère du Plan a tenté d'analyser l'articulation de l'impératif urbain avec le développement régional et animé un séminaire national sur les "Stratégies et Politique d'aménagement et de développement régional au Rwanda " en mai 1993.

S'agissant du quatrième chapitre, il sera basé sur des enquêtes auprès des autorités locales et des populations dans et autour des villages Rilima et Rukumberi dans le Bugesera, villages en cours de réhabilitation par une ONG locale, l'Association de Recherche et d'Appui en Aménagement du Territoire, en sigle ARAMET, pour qu'ils deviennent des pôles de développement pour la région.

Au lancement de son programme, ARAMET a lancé un questionnaire pour l'identification et sélection des populations bénéficiaires, questionnaire qui a porté, non seulement sur la taille des ménages, le niveau d'instruction des membres de ménage, mais aussi, sur leur profession actuelle et envisagée, et même sur leurs motivations à s'installer dans le pôle. Un fichier de 1026 questionnaires a été ainsi constitué. Il s'agira de prendre appui sur ce fichier et, par un questionnaire additionnel, de voir maintenant à travers les stratégies du vécu quotidien des différents ménages, à travers leurs mouvements et leurs rapports à la ville et à la campagne, le degré de réalisation des objectifs de développement portés par le pôle et le degré de participation des populations, et d'ailleurs aussi des autorités locales dans le projet.

PARTIE IV : LE TERRAIN DE LA RECHERCHE : La région du BUGESERA

Le terrain choisi pour cette recherche, c'est la région du BUGESERA, plus précisément les villages RUKUMBERI dans la Commune SAKE et le village RILIMA dans la Commune GASHORA, les deux villages étant en cours de réhabilitation en pôles de développement par une ONG locale, ARAMET.

Le choix de la région du BUGESERA tient à trois raisons essentiellement. Le fait que le Bugesera est:

- une région de colonisation agricole récente et d'immigration, et aujourd'hui une région de convergence de mouvements de populations déplacées et rapatriées.
- une région des premiers essais d'habitat organisé, paysannats et villages, et aujourd'hui, une région de prédilection pour beaucoup d'intervenants publics et privés promoteurs des programmes de réinstallation des populations
- une région encore au potentiel et aux revenus agricoles parmi les plus élevés, et où les centres peuvent bénéficier d'un marché solvable significatif dans leurs hinterlands respectifs.

A. Une région de colonisation agricole récente et d'immigration

1. Un retard de peuplement de la région à cause des aléas climatiques redoutables.

Encore très récemment, la région du BUGESERA était jugée hostile à l'occupation humaine de par ses aléas climatiques redoutables, lourdes chaleurs contrastant avec la fraîcheur des montagnes de l'intérieur du pays, faibles précipitations mal réparties dans l'année, et, plus redoutable encore, la rareté des points d'eau.

A ces aléas climatiques, il faut ajouter la forte présence de moustiques vecteurs de la malaria, et encore jusqu'à très récemment la mouche tsé-tsé vecteur de la maladie du sommeil, pour comprendre pourquoi dans l'imagerie populaire la région a longtemps été considérée comme "terre de malédiction".

Le village de Rukumberi est situé au nord-Ouest de la commune Sake qui fait partie de la Préfecture de Kibungo. Quant à Rilima, il est situé au Nord-Ouest de la Commune Gashora dans la Préfecture de Kigali Rural. Les deux Communes font frontière avec le Burundi, au sud.

Les reliefs de Rilima et Rukumberi sont pratiquement identiques et appartiennent tous les deux à la région du Bugesera, une région caractérisée par des collines allongées à faible pente, d'altitude 1.300 m -1600 m.. Entre les deux villages distants d'environ 20 km, passe la rivière Nyaborongo avec sa large vallée parsemée de terres émergées de marécages qui ne sont inondées que lors des grandes crues pendant la grande saison de mars à mai de chaque année. Par endroits la rivière est élargie par de petits lacs de crue: Gahanga, Kidogo, Bilira, Mugesera, Sake..., petits lacs qui sont à une altitude relativement haute par rapport au niveau de la rivière.

Les sols de la région Rukumberi-Rilima sont principalement argilo-sablonneux colluvionnaires, d'où leur grande perméabilité et leur faible capacité de rétention d'eau, et partant, la rareté de ruisseaux et de sources d'eau potable dans la région. Cette forte présence d'argile est une richesse en soi pour la fabrication de la brique et de la tuile et pour les métiers de poterie et, du reste, le sol du Bugesera est d'une grande fertilité.

Concernant la végétation, à l'origine elle était une savane faite de graminées et de buissons épineux avec, le long de la vallée de la Nyabarongo et autour des lacs, des galeries forestières, et dans la vallée, une végétation dense de papyrus mêlée de chiendent dans les zones inondées. Aujourd'hui cette végétation naturelle est en voie de disparition, remplacée par les essences nouvelles, en majorité eucalyptus et grevillea, elles-mêmes d'ailleurs en régression à cause du fort déboisement dans la région. Selon le Ministère de l'environnement, la région du Bugesera aurait pratiquement perdu plus des trois quarts de ses boisements en moins de 20 ans, surtout entre les années 1970 et 1983, années pendant lesquelles c'est la région du Bugesera qui donnait le gros du charbon consommé dans la ville de Kigali.

Ces années correspondent aussi au début de la colonisation agricole à outrance par des migrants venus de toutes les régions du pays, mais surtout du Nord du Pays à partir de 1975.

2. Une migration en flux.

Les premiers envoyés dans la région sont les déplacés de la "Révolution Sociale" et de l'Indépendance dans les années 1959-1961. Ce sont en majorité des "tutsi" que le nouveau pouvoir pense qu'ils ne pourront pas survivre au rude climat de la région. Les premiers sont installés dans les camps.

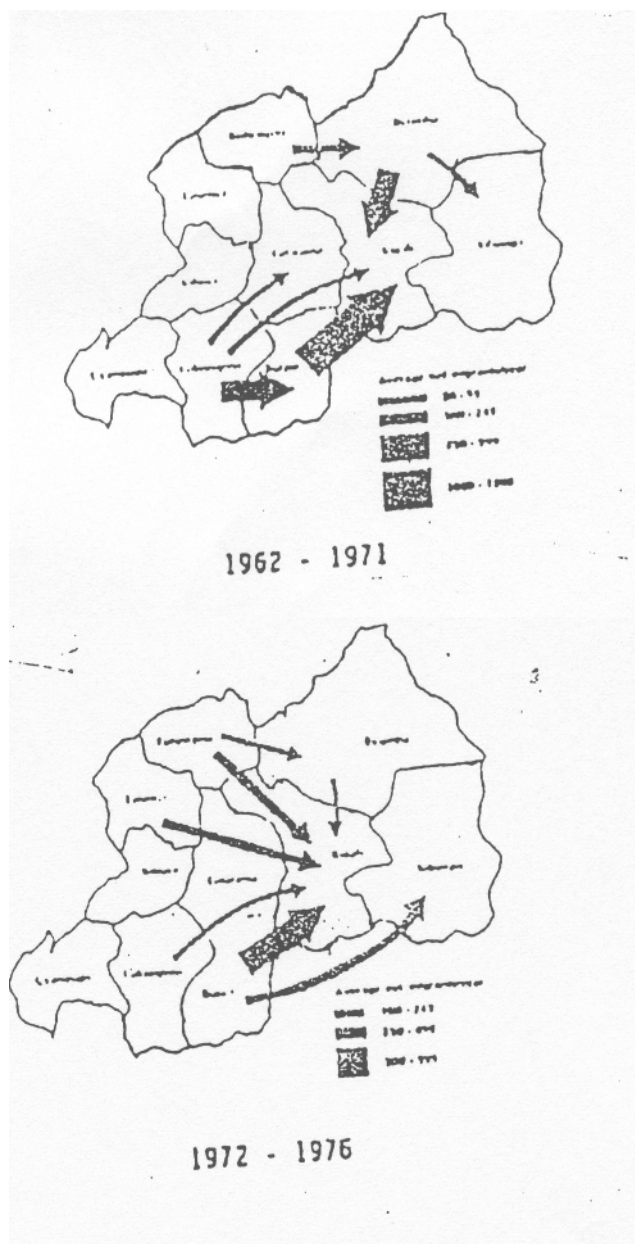
Il faudra attendre les disettes des années 1970 dans la plupart des régions du pays pour qu'il y ait des migrants volontaires dans la région, en particulier en provenance des préfectures Gikongoro et Butare, au sud et sud-ouest du pays.

A partir des années 1975, les migrants volontaires viendront en majorité des préfectures du nord du pays, Gisenyi et Ruhengeri. Ces migrations sont d'ailleurs encouragées par les autorités politiques de l'époque qui ne voulaient surtout pas qu'une région stratégique, car frontalière avec le Burundi, soit peuplée en majorité de tutsi. C'est d'ailleurs dans la région du Bugesera, en particulier à Rilima, que sont installés les réfugiés burundais en 1973.

Aujourd'hui, l'éradication de la mouche tsé-tsé, et les quelques travaux d'assainissement réalisés dans la région, font que le Bugesera est maintenant ouvert au peuplement, et c'est d'ailleurs là que sont dirigés en priorité les mouvements des rapatriés rwandais en provenance du Burundi, car il y a encore en peu plus d'espace que dans les autres régions du pays.

Le début du dépouillement du questionnaire d'ARAMET montre que sur les ménages installés, 42,1% des chefs de ménages rentrent de l'étranger après plus de 30 ans d'exil, et qu'il ya aussi un bon nombre de chefs de ménages déplacés par la guerre en provenance des autres régions du pays, près de 24,0%.

Mouvements migratoires entre 1962 et 1994



2. Une région au potentiel et aux revenus ruraux relativement assez élevés pour permettre un développement urbain dans la région.

Les Communes de la région du Bugesera sont classées dans le peloton des communes "riches" du pays où il y a des possibilités d'ouverture du monde rural à plus d'échanges. Grâce aux revenus moyens par habitant relativement élevés, plus de deux fois les revenus moyens par habitant à l'échelle nationale, la région présente des potentialités d'émergence d'un marché pour les petits métiers et des chances de développement d'un environnement plus favorable à l'investissement, à la diversification économique et à l'urbanisation, selon la Direction de la Planification au Ministère du Plan.

S'agissant plus particulièrement des communes de Gashora et de Sake, elles sont classées parmi les communes du pays qui enregistrent les valeurs maximales de la "demande solvable en biens durables et en services". Si cette demande n'a pas eu jusqu'à présent d'effet induit en terme d'urbanisation, c'est à cause de la multitude de petits centres, chacun disposant d'un petit marché hebdomadaire desservant quelques dizaines de ménages installés aux alentours, selon la Direction de la Planification au Ministère du Plan qui recommande la mise en réseaux de tous ces petits centres et de tous ces petits marchés autour de centres et de marchés plus importants.

Ainsi, pour une politique de promotion des pôles de développement, c'est la région du Bugesera qui présente le plus d'atouts, et pour un travail de recherche, le plus d'intérêt surtout que c'est vers là que convergent aujourd'hui les programmes en cours de relance de cette problématique de pôle de développement dans le pays.

Parmi ces programmes, il ya par exemple celui de l'ONG ARAMET qui a lancé, il ya une année, un projet de réhabilitation des 2 villages, RILIMA et RUKUMBERI. Le projet d'ARAMET a consisté, d'abord à proposer une réorganisation spatiale (plans de lotissement et plans parcellaires) sur les deux sites et dans leurs prolongements et, par des appuis techniques et des formations à l'autoconstruction, à aider les ménages à construire ou à réhabiliter leurs logements.

REPUBLIQUE RWANDAISE
 MINISTERE DU PLAN
 PROJET ASSISTANCE A LA PLANIFICATION
 RWA 87/002

REVENU ASSURE PAR L'ECONOMIE RURALE
 (Par commune)
 1990 en 1000 Fw



Le deuxième volet du programme, c'est la redynamisation de l'activité économique et des services, à travers des appuis aux unités de productions artisanales et des services pour augmenter les atouts de ces villages à pouvoir polariser l'activité économique et la desserte dans la région, et se hisser ainsi au rang de pôles de structuration de l'économie et du développement local. Parmi les appuis proposés, les formations techniques, les crédits à la production et même à la construction d'ateliers.

3. Une région des premiers essais d'habitat organisé au Rwanda.

De peuplement et de colonisation agricole récent et, sans doute à cause des contraintes physiques, en particulier la rareté des points d'eau qui oblige à un certain regroupement autour des rares points d'eau, le Bugesera connaît un habitat moins dispersé qu'ailleurs. C'est là aussi qu'il y eût les premières expérimentation d'habitat organisé, paysannats à système d'habitat linéaire déjà à l'époque coloniale, et le système de villages dans les années 1977 avec l'appui du Projet de Développement Rural Intégré/BGM sur financement du FED.

A peine dix ans après, ce programme de villagisation dans la région se révéla être un échec d'autant plus qu'à partir de 1987, le Projet BGM reconnût lui-même que les populations avaient commencé à déserté les villages. Il n'y a pas eu d'évaluations systématiques de ce programme, mais à lire les quelques études qui ont évoqué cet échec de villagisation au Rwanda, on note que, plus que les réticences des populations à changer leur mode traditionnel de gestion de l'espace rural, dans le cas particulier des villages du Bugesera, c'est l'isolement de ces villages qui a poussé les populations à déserté ces villages. Un isolement ressenti par les populations à la fois en termes de manque d'animation dans les villages et en termes d'enclavement par rapport à la ville.

En effet, après le problème de distances par rapport aux champs, l'objet d'insatisfaction le plus évoqué par les populations du Bugesera semblait être que la desserte de ces villages était mal organisée, ce qui ne leur permettait pas l'écoulement de leurs productions agricoles mais faisait plutôt la fortune des revendeurs venus de Kigali qui, plus est, leur revendaient les produits manufacturés de la capitale au prix le plus fort.

Du reste tous affirmaient que leurs productions agricoles avaient sensiblement augmenté.

L'autre objet de récrimination des populations était que faute d'autres types d'activités, il n'y avait pas une permanence de vie pendant la journée dans les villages car tout le monde était obligé de partir très tôt le matin dans les champs pour ne rentrer que tard dans la soirée.

Dans quelle mesure un, pôle de développement peut améliorer la desserte d'une région et assurer une permanence de vie sur le centre, tel est in fine l'interrogation au centre de notre recherche.

BIBLIOGRAPHIE

1. ARAMET; Séminaire national sur la gestion de l'espace, Kabusunzu, du 8 au 10 juillet 1992.
2. ARAMET; Examen et Evaluation des questions concernant les établissements humains et le logement au Rwanda. Rapport définitif, Kigali, Avril 1996.
3. BLAREL,B.; Régime foncier et production agricole dans un contexte de forte pression démographique. L'expérience du Rwanda,_AGRAP, 1989.
4. CAMBREZY,L.;Effets démographiques de la densification rurale au Rwanda migration de contiguïté et conquêtes des marais,
Thèse de 3ème cycle, EHESS, Paris, 1981.
5. CLAY,D.C.; Stratégies non-agricoles au Rwanda._Rapport préliminaire. SESA, Kigali, 1989.
6. Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains(HABITAT II); L'avenir des établissements humains: une politique éclairée fera la différence,_Note du secrétariat, Istanbul 3-14 juin 1996. (original: anglais)
- 7.F.A.O ; Diagnostic et propositions d'actions prioritaires pour la réhabilitation et la relance du secteur agricole Vol II§III,janvier 1995.
8. GOUROU, P.; La densité de la population au Rwanda-Urundi. Esquisse d'une étude géographique,_Paris,1953.
- 9.. GRAD.; Etude du potentiel de développement des villages en réhabilitation Rukumberi et Rilima,_Kigali, mars 1996.
10. HAVET,J. et al.; Le village et le bidonville. Editions de l'Université d'Ottawa/IDIC,1986.
11. LUGAN,B.; Deux raisons historiques de la prédominance de l'habitat rural au Rwanda, in Etudes Rwandaises,_vol;IX,3, 1976.
12. MASSIAH, G, TRIBILON,J-F.; Villes en développement. Essai sur les politiques urbaines dans le Tiers Monde,_Editions la Découverte, Paris, 1988.

13. KAJYIBWAMI,J.; Aménagement planifié et développement rural au Rwanda: Le cas du Bu Thèse de doctorat, Bordeaux III, 1989
14. MINAGRI/ Commission nationale de l'Agriculture;
VolIV: Disponibilité des terres, peuplement et environnement au Rwanda, Kigali, 1991.
- 15.MINIPLAN; Dynamique des centres urbains et ruraux et polarisation de l'espace au Rwanda. Articulation de l'impératif urbain avec le développement régional, Kigali, 1992.
- 16.MINIPLAN; Séminaire sur les stratégies et politiques d'aménagement et de développement régional et local au Rwanda.. Etat actuel de la Question et perspectives d'avenir. Cahier du participant , Kigali 1993.
- 17.MINIPLAN; Séminaire sur les stratégies et politiques d'aménagement et de développement régional et local au Rwanda. Rapport de synthèse et actes du séminaire, Kigali, 1993.
18. MINIPLAN; Stratégie nationale de l'environnement au Rwanda, vol. I : Diagnostic , Nov,;1990.
- 19.MINITRAPE;Document de synthèse relatif au ler Séminaire national sur l'aménagement du territoire d'Avril 1983, Kigali,1983.
20. MINITRAPE; Etude de Strategie sectorielle de l'habitat urbain, ACT, 1985.
21. MINITRAPE; Etude de sratégie sectorielle de l'habitat urbain Demandes futures et besoins en logements, ACT,1985
- 22.MINITRAPE; Les Grandes orientations de la stratégie de l'habitat, Document provisoire , Février 1995.
23. MINITRAPE; Politique Nationale de l'habitat. Avant-projet., Kigali, Avril 1996
- 24.MUKAKAYANGE, A.M.; Le regroupement de l'habitat rural en villages.Une stratégie durable pour le Rwanda? Mémoire de licence, UNR, Butare 1982.
25. NDUWAYEZU,J.D.; LesFondements physiques humains et économiques du développement du Rwanda,UNR,_Ruhengeri, 1990
26. PRIOUL,C.. Habitat Environnement et Aménagement des collines rwandaises, Séminaire IDE, Butare, 1975.

27. ROGER, V.; Urbanisation au Rwanda: La difficile émergence d'une politique urbaine_Mémoire de DESS, Institut Français d'Urbanisme, 1991.
28. RONDINELLI(D.A); Secondary cities in developping countries._Policies for Diffusing Urbanisation. Sage Library of Social Research. Beverly Hills, 1983.
- 29;. ROSSIGNOL,J.M.; Stratégie pour le relogement des populations urbaines. Propositions,_MINIREISO, 1995.
30. RUNYINYA,B.; Urbanisme et aménagement du territoire au Rwanda, in Dialo ue 93-94, 1982.
31. SCOTT, A.J et STURPER, M.; Le développement régional reconsidéré. Restructuration économiques et territoires. in Espaces et société n°66-67, L'Harmattan. Paris, 1992.
32. SIRVEN,P.; La sous-urbanisation du Rwanda et du Burundi,_Thèse de doctorat, Bordeaux III, 1984.

TABLE DES MATIERES

0. PREAMBULE

PARTIE I: COMPOSANTES ET CARACTERISTIQUES DE L'ORGANISATION DU TERRITOIRE ET DE L'HABITAT AU RWANDA

	Pages
A. Les Composants de l'aménagement du territoire au Rwanda	6
1. Composantes physiques	6
2. Données humaines	7
3. Réseaux structurants	9
B. Caractéristiques de l'organisation du territoire au Rwanda	11
1. Un habitat dispersé et des densités de population records en milieu rural	11
2. Une disjonction nette entre lieux d'implantation des fortes densités de population et la localisation des infrastructures et des équipements	15
3. Un habitat urbain non structuré et une lente croissance urbaine	16
4. Une quasi absence de hiérarchie entre les villes secondaires qui restent presque toutes fondues dans l'uniformité du monde rural	19
5. Une capitale à capacité d'accueil médiocre	20
PARTIE II: LES POLES RURAUX DE DEVELOPPEMENT: Problématique et Hypothèses	24
A. Urgence de reconstruction nationale et impératif de restructuration de l'espace et de l'habitat	25
1. Les modèles socio-démographiques en milieu rural proches des seuils de rupture	25
2. Les mouvements de populations sans précédent provoqués par la guerre	26
3. Les signaux en cours d'une réactivation des politiques d'aménagement du territoire	27
B. La Problématique des " pôles de développement".	29

1. Propositions et essais de réorganisation de l'habitat rural: les paysannats et les villages	29
1.1 Les paysannats	29
1.2 L'expérience des villages	31
2. La problématique des pôles de développement	32
2.1 Une multitude de centres ruraux qui ont de la peine à émerger du monde rural	33
2.2 La problématique des pôles de développement	35
1 ⁰ Le Pôle de développement, une approche originale de la problématique du développement régional et local, à la croisée des anciennes et des nouvelles approches de développement du monde rural au Rwanda.	36
2 ⁰ Les pôles ruraux de développement, une urgence dans la reconstruction nationale et la réinsertion des populations après la guerre.	38

PARTIE III: OBJECTIFS, METHODES ET ORGANISATION DE LA RECHERCHE

A. Objectifs	41
B. Organisation de la recherche	43
C. Méthodologie	45

PARTIE IV: TERRAIN DE NOTRE RECHERCHE La région du BUGESERA

1. Une région de colonisation récente et d'immigration.	48
2. Une région aux potentialités et aux revenus ruraux relativement assez élevés pour permettre un développement urbain dans la région	54
3. Une région des premiers essais d'habitat organisé.	56